

ARRÊTÉS MUNICIPAUX



N° 034/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal réglementant la circulation lors de travaux (Ets CIRCET)

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, et suivants ;
Vu le Code de la Voirie Routière;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la Signalisation Routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat;
Vu la demande de M. Laurentowski, représentant la Société CIRCET, nécessitant d'effectuer des travaux d'hydrocurage de la chambre télécom ;
Considérant qu'il est nécessaire pour la bonne réalisation des travaux, la sécurité et l'hygiène publiques, de réglementer la circulation;

Arrête:

Article 1 : En raison des motifs susvisés, le 09 avril 2019, de 08h00 à 19h00, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse, sur la voie ci-après :

- **Avenue Fred SCAMARONI (Au croisement de l'Avenue Fred Scamaroni et de la route de Calvi RT30)**

Article 2. Pendant cette période, une seule voie de circulation sera maintenue et un sens de circulation alterné, régulé par des feux tricolores (ou manuellement), sera mis en place.

Article 3. Pendant cette même période, le stationnement des véhicules sera interdit dans les voies ou les parties de voies citées dans l'article 1.

Article 4 : L'entreprise exécutant les travaux est autorisée à stationner les véhicules nécessaires à leur exécution.

Article 5 : Une pré-signalisation avec indication de distance sera impérativement installée à l'endroit des travaux. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 6 : La signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité seront mises en place par la société effectuant les travaux.

Article 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bastia pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 9 : Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à l'Île-Rousse, le 03 avril 2019

Le Maire Le Maire,

J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 035/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté de circulation pour cause de travaux sur la commune

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu les articles L 2212-2 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Route ;

Vu la demande de M. Jean-Marc GIAMMARI, représentant la SAS CORSICA RETE TECHNOLOGICHE – Lieu-dit Strada Vecchia Valrose 20290 Borgo,

Considérant les travaux d'ouverture de chambres France Telecom – Orange, en vue d'effectuer un aiguillage sur la zone, dans le cadre du déploiement de la fibre optique, et qui auront lieu du 08 avril 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 sur tout le territoire de la commune,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation dans un but de sécurité publique aux alentours et sur son parcours ;

Vu l'intérêt général ;

ARRETE:

Article 1 : Dans le cadre du déploiement de la fibre optique, la SAS Corsica Rete Technologiche (CRT) est autorisée à effectuer divers travaux sur tout le territoire de la commune de L'Île-Rousse, à compter du 08 avril 2019 et ce jusqu'au 31 décembre 2019 :

- RT 30, RD 13, RD 63, RD 81A
- Avenue Piccioni
- Boulevard Charles Marie Savelli
- Place Paoli
- Route du Sémaphore
- Rue d'Agila
- Rue de Bandol
- Rue de Nuit
- Rue des frères Arena
- Rue du Dr Massari
- Rue Général Graziani
- Rue Louis Philippe
- Rue Napoléon

Article 2 : Durant l'intervention des travaux, la SAS CRT prendra en charge la signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité.

Article 3 : Une pré-signalisation avec indication de distance sera impérativement installée à l'endroit des travaux. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bastia pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à l'Île-Rousse, le 04 avril 2019
Le Maire Le Maire,



J. JALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

149



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse



N° 036/2019

Arrêté de fermeture de rue pour déménagement

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L2112-2, L2213-1, L2213-4, L2213-6 et suivants,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu les lois et instructions sur les voiries publiques,
Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental,
Vu la demande en date du 09 avril 2019, formulée par M. Sébastien BOSCH, 6 rue Paoli – 20220 L'Île-Rousse, dans le cadre d'un déménagement.
Considérant qu'il importe de réglementer la circulation à l'intérieur de la commune,
Ladite circulation et le stationnement du fourgon seront réglementés rue Paoli de la façon suivante :

ARRETE :

ARTICLE 1 : Emprise sur la voie :

Les vendredi 19 et samedi 20 avril 2019, M. Sébastien BOSCH, est autorisé, dans le cadre d'un déménagement à stationner un fourgon de 17 m3 au droit du n°6 de la Rue Paoli (au niveau de la boulangerie Tomasini)

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public

ARTICLE 3 : Afin de préserver la sécurité, des piétons et des biens, tout véhicule irrégulièrement stationné dans la zone réglementée par le présent arrêté ou gênant le déroulement du déménagement, ou présentant un risque pour lui-même s'expose à des sanctions.

ARTICLE 4 : La signalisation temporaire modifiant le stationnement et/ou la circulation des véhicules sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur, notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 -8ème partie : signalisation temporaire), approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents.

ARTICLE 5 : En prévision de modifications éventuelles, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, le Service de la Police Municipale, auront le droit de prendre toutes dispositions imposées par la circonstance, ceci au mieux des nécessités de sécurité et de circulation. La main courante du commissariat fera mention de ces modifications.



N° 036/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment

ARTICLE 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 9 : La Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques Municipaux, le Commandant de Gendarmerie, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché.

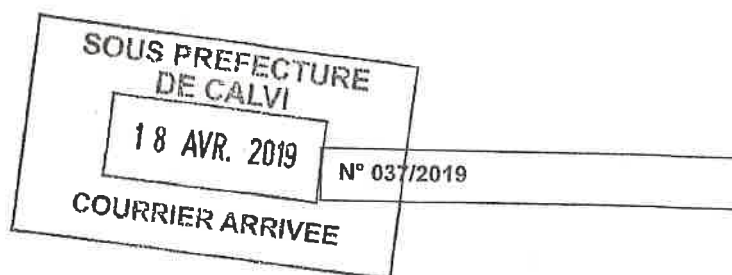
Fait à l'Île-Rousse, le 09 avril 2019
Le Maire,



Certifie le caractère exécutoire du présent arrêté,
Transmis en Sous-Préfecture le : 10 avril 2019
Affiché/publié et notifié le :
Délai de recours deux mois à compter de la publication.



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse



Arrêté portant permission de voirie (Travaux EDF)

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de M. GUIDINI Philippe, représentant EDF GROUPE INGENIERIE HAUTE-CORSE, ZAE Erbajolo – 20600 BASTIA, en date du 10 avril 2019, qui souhaite effectuer divers travaux électriques en occupant temporairement le domaine public.
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRETE :

Article 1. Du 15 avril 2019 au 30 avril 2019, EDF GROUPE INGENIERIE HAUTE-CORE est autorisé à procéder à divers travaux électriques aux endroits ci-dessous :

- Allée Charles de Gaulle (plus précisément Quartier EDF)
- Route de Monticello (à l'entrée de la voie qui mène au Lotissement Olivadia)

Article 2. Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 3. Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

Article 4. Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5. Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

Article 6. Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

Article 7. La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait



N° 037/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 8. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9. La Directrice Générale des Services, le commandant de Gendarmerie, le Directeur des Services Techniques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à M. le préfet (ou sous-préfet).



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 038/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté
autorisant l'utilisation temporaire du domaine public communal afin d'y
organiser une vente au déballage (APAB)

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
Vu le Code du Commerce, notamment les articles L 310-2 et R 310-8,
Vu la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,
Vu la demande de M. Jean Marie SANTELLI, en date du 10 avril 2019, par laquelle l'association A.P.A.B – Chez Patine et Vieilles Dentelles – Lieu-Dit Abeloni 20290 Casamozza, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser des ventes au déballage (Brocante) sur la place Paoli.

ARRETE :

Article 1 : Monsieur Jean Marie SANTELLI représentant l'Association A.P.A.B est autorisé à occuper la Place Paoli, côté Allée du Trianon, en vue d'y organiser des ventes au déballage (Brocante).

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour les samedis 11 mai 2019, 08 et 22 juin 2019, 06 et 27 juillet 2019, 03 et 17 août 2019, 07 et 28 septembre 2019, de 6h00 à 19h00.

Article 3 : Le demandeur s'acquittera des redevances calculées en fonction de la surface relevée par des agents assermentés et des tarifs unitaires au m2 fixés annuellement par le Conseil Municipal. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article 4 : Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 5 : Le demandeur devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

Article 6 : L'Organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où l'espace public est mis à sa disposition. Cette police porte le numéro AR 234 885 elle a été souscrite du 01.04.2018 au 31.03.2020 auprès de GENERALI Assurances.



N° 038/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

Article 7 : Le demandeur devra se conformer à toutes les obligations légales applicables en la matière :

Il est rappelé que l'organisateur doit en outre tenir un registre des vendeurs permettant l'identification de tous ceux qui offrent des objets à la vente ou à l'échange. Ce registre doit comporter :

- lorsque celui qui offre à la vente ou à l'échange des objets mobiliers usagés ou acquis de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce est une personne physique : ses nom, prénoms, qualité, domicile, la nature, le numéro et la date de délivrance de la pièce d'identité avec indication de l'autorité qui l'a établie ;

- lorsqu'il s'agit d'une personne morale : les noms, raison sociale et siège de celle-ci, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile de son représentant à la manifestation, avec les références de la pièce d'identité produite.

De plus, le registre doit être coté et paraphé par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune du lieu de la manifestation.

Il doit être tenu pendant toute la durée de la manifestation à la disposition des services fiscaux, des douanes, et des services de la concurrence, consommation et répression des fraudes.

Article 8 : La Directrice Générale des Services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ÎLE-ROUSSE, la Police Municipale, et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à L'Île-Rousse, le 11 avril 2019

Le Maire

Le Maire



J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

14/05/19
lu et approuvé

Pour
l'APAB
J.R. Santelli

A.P.A.B.
Signature
Association Professionnelle
Antiquaires-Brocanteurs
Route de St Lucie Village
20230-SANTA LUCIA DI MORIANI

155



N° 039/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté prolongeant un permis de stationnement pour travaux (Immeuble ORANGE)

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de l'entreprise DAUGAS – PA Purettone – 20290 Borgo, représentée par Monsieur Christian DAUGAS, en date du 11 avril 2019, qui souhaite prolonger les travaux de maçonnerie, en occupant temporairement le domaine public « Route de Monticello RD 63 ;
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

ARRETE :

Article 1^{er} : A compter du 15 avril 2019, et jusqu'au 21 avril 2019, M. Christian DAUGAS est autorisé à procéder à des travaux de maçonnerie dans l'immeuble ORANGE situé Route de Monticello RD 63 (face au parking de la Poste) à L'Île-Rousse.

Article 2 : Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- **Sécurité :** Un échafaudage sera mis en place contre l'immeuble ORANGE, situé Route de Monticello RD 63. L'entreprise prendra sous sa responsabilité toutes les mesures conservatoires de sécurité qui s'imposent (**passage et protection des piétons**, hauteur de l'échafaudage, filets de protection).

Article 3 : Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 4 : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

Article 5 : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 6 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.



N° 039/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Article 7 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Cet arrêté est valable jusqu'au 21 avril 2019 inclus, soit 7 jours. Il devra être affiché sur le chantier d'une façon lisible pour tous.

Article 10 : L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance suivant le tarif établi par le conseil municipal.

Echafaudage : 20 ml x 1€ x 7 jours = **140 €**

Soit un total de : 140 € (Cent quarante euros)

Article 11 : La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la gendarmerie, M. le trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 11 avril 2019
Le Maire,

Le Maire

J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le : 15.04.2019.

Signature :



N° 041/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrête autorisant la mise à disposition du terrain et de la Salle du Stade Municipal
(Football Club Balagne)

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-2,
 - Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997)
 - Vu la demande de M. Franck AGNEL, représentant l'Association Football Club Balagne, en date du 11 avril 2019,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'Association Football Club Balagne est autorisée à organiser un tournoi de football sur le terrain du stade municipal Jacques Ambroggi. Elle pourra ainsi disposer de la grande salle pour l'organisation d'une soirée musicale, le vendredi 24 mai 2019.

ARTICLE 2 : L'organisateur appliquera les prescriptions suivantes :

- Il a été convenu un droit précaire d'utilisation accordé aux conditions suivantes :
 - L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'utilisation de la salle du stade municipal et s'engage à le respecter :
 - à utiliser les locaux, l'équipement, le matériel, ci-dessus désignés, à l'exception de tous autres,
 - à rendre en parfait état la salle du stade et les locaux attenants,
 - L'organisateur reconnaît avoir visité les locaux et les voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
 - L'usage de la musique amplifiée est autorisé dans le respect des conditions du code de la Santé publique.
 - D'enlever par ses soins toutes les poubelles

Objet précis de l'occupation : Tournoi de des vétérans et soirée musicale au profit du Club

Mesures de sécurité : L'organisateur déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des dispositifs d'alarme et des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

Assurance : L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le local est mis à sa disposition. Cette police porte



N° 041/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

le numéro elle a été souscrite le auprès

.....
Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

Responsabilité :

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

Il devra respecter la tranquillité et le repos des voisins sous peine de contravention (art. L 2212-2 du code général des collectivités territoriales).

État des lieux : Un premier état des lieux se fera lors de la prise de possession des locaux. Le deuxième aura lieu lorsque l'organisateur rendra les locaux.

ARTICLE 3 : Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 15 avril 2019

Le Maire


J.J. ALLEGRI NI SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 042/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté portant permis de stationnement

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de M. RIBEIRO, représentant la SASU RIBEIRO BATIMENT, en date du 16 avril 2016, qui souhaite effectuer des travaux intérieurs de rénovation d'un magasin, en occupant temporairement le domaine public 18 rue Napoléon à L'Île-Rousse ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

ARRETE :

Article 1. Du 16 au 29 avril 2019, M. RIBEIRO est autorisé à procéder à des travaux intérieurs d'un magasin situé au n°18 de la Rue Napoléon à L'Île-Rousse.

Article 2. Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- Réservation d'un emplacement de stationnement pour le dépôt de gravats ;

Article 3. L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance suivant le tarif établi par le conseil municipal :

5 mètres linéaires x 1€/ml x 14 jours = 70 Euros (Soixante-dix euros)

Article 4. La signalisation sera mise en place par le permissionnaire.

Article 5. M. RIBEIRO est occupant temporaire du domaine public et veillera à préserver les droits des tiers.

Article 6. La Directrice Générale des Services, Le commandant de Gendarmerie, le Directeur des Services Techniques, le trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé.

Fait à l'Île-Rousse, le 19/04/2019
Le Maire



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

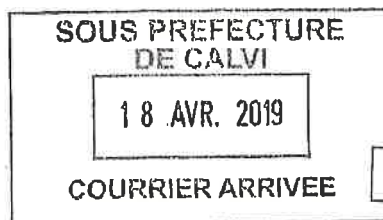
Notifié le :

Signature :

19/04/2019



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse



N° 043/2019

Arrêté de circulation alternée pour cause de travaux

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu les articles L 2212-2 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Route ;
Vu l'arrêté de permission de voirie n°001569 en date du 27.02.19 établi par la Collectivité de Corse ;
Considérant les travaux d'ouverture de chaussée, en vue de raccorder une propriété privée au réseau public électrique, qui auront lieu entre le 22 avril 2019 et le 03 mai 2019 sur la voie RD 63 (Route de Monticello) ;
Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement dans un but de sécurité publique aux alentours et sur son parcours ;
Vu l'intérêt général ;

ARRETE:

Article 1. Du 22 avril 2019 au 03 mai 2019, la circulation des véhicules sera alternée sur la voie suivante :

- RD 63 (Route de Monticello)

Article 2. Pendant cette période, une seule voie de circulation sera maintenue et un sens de circulation alterné, régulé par des feux tricolores (ou manuellement), sera mis en place.

Article 3. Le commandant de Gendarmerie est chargé de l'exécution du présent arrêté.



Fait à l'Île-Rousse, le 17 avril 2019
Le Maire, Le Maire,

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 044/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté prolongeant le stationnement pour des travaux (Allée Charles de Gaulle)

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L 2212-2, L2212-2-1 à L2212-2, L2213-1,
- Vu l'arrêté initial n°025/2019 de demande de stationnement pour travaux,
- VU la demande de Monsieur Jean-Paul MASSIANI - 7 Palais des Allées – 20220 L'Île-Rousse, en date du 23 avril 2019, nécessitant une prolongation d'une place de stationnement sur le domaine public afin d'effectuer des travaux de maçonnerie, au numéro 7 de l'immeuble du Palais des Allées à L'Île-Rousse.
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Paul MASSIANI est autorisé à faire stationner son camion, sur un emplacement de véhicule, devant le N°7 de l'immeuble du Palais des Allées, jusqu'au 26 mai 2019.

ARTICLE 2 : La Directrice Générale des Services, La Police Municipale, le Commandant de la Brigade de gendarmerie, le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 23 avril 2019

Le Maire


J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
Notifié le :

Signature:



N° 045/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté prolongeant un permis de stationnement pour travaux (Immeuble ORANGE)

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de l'entreprise DAUGAS – PA Purettone – 20290 Borgo, représentée par Monsieur Christian DAUGAS, en date du 23 avril 2019, qui souhaite prolonger les travaux de maçonnerie, en occupant temporairement le domaine public « Route de Monticello RD 63 ;
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

ARRETE :

Article 1^{er} : A compter du 23 avril 2019 jusqu'au 30 avril 2019, M. Christian DAUGAS est autorisé à procéder à des travaux de maçonnerie dans l'immeuble ORANGE situé Route de Monticello RD 63 (face au parking de la Poste) à L'Île-Rousse.

Article 2 : Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- **Sécurité** : Un échafaudage sera mis en place contre l'immeuble ORANGE, situé Route de Monticello RD 63. L'entreprise prendra sous sa responsabilité toutes les mesures conservatoires de sécurité qui s'imposent (**passage et protection des piétons**, hauteur de l'échafaudage, filets de protection).

Article 3 : Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 4 : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

Article 5 : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 6 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravais, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.



N° 045/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Article 7 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Cet arrêté est valable jusqu'au 30 avril 2019 inclus, soit 7 jours. Il devra être affiché sur le chantier d'une façon lisible pour tous.

Article 10 : L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance suivant le tarif établi par le conseil municipal.

Echafaudage : 20 ml x 1€ x 7 jours = **140 €**

Soit un total de : 140 € (Cent quarante euros)

Article 11 : La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la gendarmerie, M. le trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 23 avril 2019
Le Maire,

Le Maire

J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 046/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal réglementant la circulation lors de travaux d'élagage ou d'abattage d'arbres

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de la voirie routière;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, L 2211-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-3, L 2213-5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la Signalisation Routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat

Vu la nécessité d'effectuer l'abattage et l'élagage d'arbres sur la commune de L'Île-Rousse, afin d'assurer la sécurité des usagers ;

Considérant qu'il est nécessaire pour la bonne réalisation des travaux, la sécurité et l'hygiène publiques, de réglementer la circulation et le stationnement;

Arrête:

Article 1 : En raison des motifs susvisés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse sur les places et les rues ci-après :

- **Place Paoli, à l'angle de l'Avenue Piccioni et de l'Avenue Calizi (devant la pharmacie Savelli)**
- **Avenue Comte Valery (à partir de l'Avenue Calizi sens descendant vers la plage)**

Article 2 : La circulation sera interrompue sur les places et les rues citées dans l'article 1. Cette restriction à la circulation prendra effet à compter du jeudi 02 mai 2019 à compter de 07h00 et jusqu'à achèvement des travaux qui devra intervenir le vendredi 03 mai 2019 à 19h00 au plus tard.

Article 3 : L'entreprise exécutant les travaux est autorisée à stationner les véhicules nécessaires à leur exécution ainsi qu'une benne conteneur ou camion pour évacuer les déchets verts et troncs provenant des élagages et abattages. Aucun stockage ne sera toléré sur la chaussée.

Article 4 : Un périmètre de sécurité incluant une voie de circulation réservée aux piétons sur la chaussée, côté opposé aux travaux, et d'une largeur minimum d'un mètre sera matérialisé par l'entrepreneur préalablement à tous travaux. La matérialisation de la zone réservée sera à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.



N° 046/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Article 5 : L'entreprise effectuant les travaux devra impérativement mettre en place et à ses frais tous dispositifs de nature à éviter les projections ou chutes de matériaux hors de la benne conteneur ou du véhicule destiné à les recevoir.

Article 6 : Une pré-signalisation « travaux » et « rue barrée » avec indication de distance sera impérativement installée aux intersections. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 7 : La signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité seront mises en place par la société effectuant les travaux, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bastia pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 10 : La Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de L'Île-Rousse, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à l'Île-Rousse, le 23 avril 2019
Le Maire,

Le Maire

J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° 047/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrête autorisant la mise à disposition de la Salle du Stade Municipal (Cantemu Inseme)

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-2,
 - Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997)
 - Vu la demande de M. Alexis GIULY représentant l'Association Cantemu Inseme, en date du 18 avril 2019,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'Association Cantemu Inseme est autorisée à occuper la salle du stade municipal Jacques Ambroggi, le mercredi 29 mai 2019 à partir de 17h00.

ARTICLE 2 : L'organisateur appliquera les prescriptions suivantes :

- Il a été convenu un droit précaire d'utilisation accordé aux conditions suivantes :
 - L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'utilisation de la salle du stade municipal et s'engage à le respecter :
 - à utiliser les locaux, l'équipement, le matériel, ci-dessus désignés, à l'exception de tous autres,
 - à rendre en parfait état la salle du stade et les locaux attenants,
 - L'organisateur reconnaît avoir visité les locaux et les voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
 - L'usage de la musique amplifiée est autorisé dans le respect des conditions du code de la Santé publique.
 - D'enlever par ses soins toutes les poubelles

Objet précis de l'occupation : Organisation des Coralisula 2019

Mesures de sécurité : L'organisateur déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des dispositifs d'alarme et des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

Assurance : L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le local est mis à sa disposition. Cette police porte le numéro 36848087 elle a été souscrite le 21.03.2018 auprès ALLIANZ Assurances (Mme PANCIATICI).



N° 047/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

Responsabilité :

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

Il devra respecter la tranquillité et le repos des voisins sous peine de contravention (art. L 2212-2 du code général des collectivités territoriales).

État des lieux : Un premier état des lieux se fera lors de la prise de possession des locaux. Le deuxième aura lieu lorsque l'organisateur rendra les locaux.

ARTICLE 3 : Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 24 avril 2019
Le Maire

Le Maire

J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

SOUS PREFECTURE
DE CALVI

29 AVR. 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 48/2019

Arrêté de fermeture de rue pour déménagement

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L2112-2, L2213-1, L2213-4, L2213-6 et suivants,

Vu le Code général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu les lois et instructions sur les voiries publiques,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R601-5,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu la demande en date du 26 Avril 2019, formulée par M. Paul TIERI, représentant la SARL DEMECORSE, 7 rue Luce de Casabianca – 20200 Bastia, dans le cadre d'un déménagement au 14 rue Paoli – 20220 L'Île-Rousse.

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation à l'intérieur de la commune,
Ladite circulation et le stationnement du fourgon seront réglementés rue Paoli de la façon suivante :

ARRETE :

ARTICLE 1 : Emprise sur la voie :

Le Lundi 29 Avril 2019, de 8h00 à 12h00, la SARL DEMECORSE est autorisée, dans le cadre d'un déménagement à stationner un fourgon au n°14 de la Rue Paoli.

ARTICLE 2 : L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance de 100 € (Cent Euros) suivant le tarif établi par le conseil municipal :

- Zone dévolue à un déménagement 100€/jour : 100 x 1 jour = 100€

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public

ARTICLE 4 : Afin de préserver la sécurité des piétons et des biens, tout véhicule irrégulièrement stationné dans la zone réglementé par le présent arrêté ou gênant le déroulement du déménagement, ou présentant un risque pour lui-même, s'expose à des sanctions.

ARTICLE 5 : La signalisation temporaire modifiant le stationnement et/ou la circulation des véhicules sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente,



N° 48/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

conformément à la législation en vigueur, notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 -8^{ème} partie : signalisation temporaire), approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents.

ARTICLE 6 : En prévision de modifications éventuelles, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, le Service de la Police Municipale, auront le droit de prendre toutes dispositions imposées par la circonstance, ceci au mieux des nécessités de sécurité et de circulation. La main courante du commissariat fera mention de ces modifications.

ARTICLE 7 : Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut ni être cédée, ni louée, ni prêtée.
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment.

ARTICLE 9 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 10 : La Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques Municipaux, le Commandant de Gendarmerie, la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché.



Fait à L'Île-Rousse, le 26 Avril 2019
Le Maire,



Certifie le caractère exécutoire du présent arrêté,
Transmis en Sous-Préfecture le : 26 Avril 2019
Affiché/publié et notifié le :
Délai de recours deux mois à compter de la publication.



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse



N° 49/2019

Arrêté municipal réglementant la circulation lors de travaux d'élagage ou d'abattage d'arbres

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22, L2122-23, L2211-1, L2212-1, L2213-1, L2213-3, L2213-5,
Vu l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 relatif à la Signalisation Routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
Vu la loi n°80-213 du 2 Mars 1982 modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 Juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat,
Vu la nécessité d'effectuer l'abattage et l'élagage d'arbres sur la commune de L'Île-Rousse, afin d'assurer la sécurité des usagers,
Considérant qu'il est nécessaire pour la bonne réalisation des travaux, la sécurité et l'hygiène publiques, de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n°46/2019 en date du 23 Avril 2019 est complété de la manière suivante :
Des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse sur les places et les rues ci-après :

- **Place Paoli, à l'angle gauche de l'Avenue Piccioni (devant le restaurant Le Glacier) jusqu'au restaurant Les 4 Becs**

ARTICLE 2 : Les articles 2 à 8 de l'Arrêté n°46/2019 en date du 23 Avril 2019 restent inchangés.

ARTICLE 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bastia pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

N° 49/2019

ARTICLE 4 : La Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de L'Île-Rousse, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à L'Île-Rousse, le 29 Avril 2019
Le Maire,

SOUS PREFECTURE
DE CALVI

30 AVR. 2019

COURRIER ARRIVEE

Le Maire

J.J. ALLEGRI NI SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

SOUS PREFECTURE
DE CALVI

- 7 MAI 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 052/2019

Arrêté portant autorisation d'exploitation d'un taxi
(Changement de véhicule Licence n°13)

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2213-1 à L2213-4, L2542-2 et L2542-3,
VU le Code de la Route et les textes pris pour son application,
VU les articles L 3121-1 et suivants, L 3124-1 et suivants et R 3121-1 et suivants du code des transports,
VU la loi du 13 mars 1937 ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi modifiée par le décret n°61-1207 du 2 novembre 1961,
Vu le décret n°73-225 du 2 mars 1973 modifié relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de remise,
Vu la loi n°95-66 du 20 janvier 1995 modifiée relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,
VU le décret n°95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi n°95-66 du 20 janvier 1995,
Vu l'arrêté préfectoral n° 012452 du 03 septembre 2001 relatif aux contrôles techniques des taxis et des véhicules de petite et de grande remise,
Vu l'arrêté préfectoral modifié le 13 août 2001, réglementant l'exploitation des taxis dans le département de la Haute corse,
VU la loi 2014-1104 du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et voiture de transport avec chauffeur,
Vu l'arrêté municipal du 5 juillet 1978 réglementant l'exploitation des taxis sur le territoire de la Commune,
Vu l'arrêté municipal n° 00086.2013 en date du 05.08.2013,
Vu la demande formulée par la SAS GUIDICELLI STRADA en date du 06 mai 2019, domiciliée Col de Fogata 20220 L'Île-Rousse, en vue du changement de véhicule,

ARRETE

Article 1 - Monsieur Jean Pierre GUIDICELLI, né le 02.08.1961 à Lavatoggio (2B), propriétaire exploitant d'un taxi sous le nom de SAS GUIDICELLI STRADA, est autorisé à exploiter sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse, une licence de taxi n°13 avec le véhicule de marque Mercedes Benz, Break, immatriculé EM-081-AQ.
Ce dernier devra stationner sur les zones de prise en charge dûment matérialisées.

Article 2 - Le conducteur devra impérativement apposer sur le pare-brise du véhicule autorisé sa carte professionnelle sur la vitre avant de son véhicule utilisé à des fins professionnelles de telle sorte qu'elle soit visible de l'extérieur.

Article 3 - Toute modification (changement de véhicule, de statut juridique de l'entreprise, cessation d'activité...) intervenant dans l'exploitation de l'autorisation doit être notifiée dans les meilleurs délais à l'autorité municipale.



N° 052/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Cette notification doit être accompagnée, le cas échéant, de toutes les pièces permettant la mise à jour du dossier de demande initiale.

La modification du statut juridique de l'entreprise exploitante, équivalent à un changement de titulaire de l'autorisation doit faire l'objet d'un nouvel arrêté municipal portant autorisation d'exploiter au nom de la nouvelle entité juridique, après avis de la Commission Communale des taxis et voitures de petite remise.

Article 4 – La présente autorisation est personnelle. Elle ne pourra être louée ou vendue qu'en vertu de la stricte application des dispositions légales susvisées. Elle peut être suspendue ou retirée par l'autorité municipale après avis de la commission communale des taxis réunie en formation ou en cas de violation grave ou répétée par son titulaire des termes de l'autorisation ou de la réglementation applicable à la profession.

Article 5 – Ampliation du présent arrêté sera adressé :

Pour information à

- Monsieur le Sous-Préfet de Calvi
- Monsieur le Commandant de la gendarmerie de L'Île-Rousse.

Pour notification à l'intéressé.

A l'Île-Rousse, le 06 mai 2019

Le Maire,

Le Maire


J.J ALLEGRI-SIMONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

**SOUS PREFECTURE
DE CALVI**

- 7 MAI 2019

COURRIER ARRIVEE



N° 053/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal réglementant la circulation lors de travaux d'abattage d'arbres

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Voirie Routière;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, L 2211-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-3, L 2213-5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la Signalisation Routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat,

Vu la nécessité d'effectuer l'abattage et l'élagage d'arbres en bordure de la route de voies situées en agglomération, et afin d'assurer la sécurité des usagers des voies susnommées ;
Considérant qu'il est nécessaire pour la bonne réalisation des travaux, la sécurité et l'hygiène publiques, de réglementer la circulation et le stationnement;

Arrête:

Article 1 : En raison des motifs susvisés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse sur les places et les rues ci-après :

- Rond-point de la Gare,
- Avenue Conte Valery (devant Hôtel Le Splendid),
- Allée Charles de Gaulle, côté Padule (3^{ème} voie de droite, sens descendant)

Article 2 : La circulation sera interrompue ou se fera sur une seule voie, en fonction des besoins de l'entreprise chargée des travaux.
Cette restriction à la circulation prendra effet les :

Mardi 15 mai et vendredi 17 mai 2019, de 08h00 à midi

Article 3 : L'entreprise exécutant les travaux est autorisée à stationner les véhicules nécessaires à leur exécution ainsi qu'une benne conteneur ou camion pour évacuer les déchets verts et troncs provenant des élagages et abattages. Aucun stockage ne sera toléré sur la chaussée.

Article 4 : Un périmètre de sécurité incluant une voie de circulation réservée aux piétons sur la chaussée, côté opposé aux travaux, et d'une largeur minimum d'un mètre sera matérialisé par l'entrepreneur préalablement à tous travaux. La matérialisation de la zone réservée sera à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.



N° 053/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Article 5 : L'entreprise effectuant les travaux devra impérativement mettre en place et à ses frais tous dispositifs de nature à éviter les projections ou chutes de matériaux hors de la benne conteneur ou du véhicule destiné à les recevoir.

Article 6 : Une pré-signalisation « travaux » et « rue barrée » avec indication de distance sera impérativement installée à l'endroit des travaux. Une signalisation « rue barrée » sera mise en place dans les deux sens de circulation en début de chantier. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 7 : La signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité seront mises en place par la société effectuant les travaux.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bastia pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 10 : La Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de L'Île-Rousse, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à l'Île-Rousse, le 14 mai 2019

Le Maire,

Le Maire

J.J ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° 054/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté autorisant une tombola à l'Ecole Notre Dame à l'occasion d'une kermesse

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2212-1 et L2213-2,
VU les articles L 322-1 et suivants et D 322-1 et suivants du Code de la Sécurité Intérieure,
VU la demande de l'Association des parents d'élèves (APEL), en date du 13.05.2019, représentée par sa Présidente Madame Gabrielle CAUMER, dont le siège social est situé à Ecole Notre Dame – 20220 L'Île-Rousse,
Considérant que les bénéfices de cette tombola serviront à l'achat des fournitures scolaires, jeux éducatifs, équipement et sorties scolaires pour l'école.

ARRETE :

Article 1^{er} : L'Association APEL représentée par sa Présidente Madame Gabrielle CAUMER, est autorisée à organiser une tombola, dont le montant de la recette sera affecté à part égale pour l'achat des fournitures scolaires, jeux éducatifs, équipement et sorties scolaires pour l'école

Article 2 : Le produit sera intégralement et exclusivement réservé à l'achat des fournitures scolaires, jeux éducatifs, équipement et sorties scolaires pour l'école

Article 3 : Le bénéfice de cette autorisation ne peut pas être cédé à des tiers.

Article 4 : Le tirage au sort sera organisé le samedi 15 juin 2019 à partir de 17h00, à l'Ecole Notre Dame.

Article 5 : L'Organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où l'espace est mis à sa disposition.

Cette police porte le numéro 10483756004..... elle a été souscrite auprès AXA Assurances pour la journée du 15.06.2019.

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

Article 6 : L'inobservation de l'une des conditions ci-dessus imposées entraîne, de plein droit, le retrait de l'autorisation, sans préjudice des sanctions correctionnelles pour le cas où les fonds n'auraient pas reçu la destination prévue à l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : La Directrice Générale des Services, l'organisateur, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à L'Île-Rousse, le 13 mai 2019

Le Maire Le Maire


J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

177



N° 055/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'Ecole
Notre Dame**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L. 2212-2 et L 2542-4 ;

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L 3334-2, L 3335-1 et L 3352-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-600 en date du 26 mai 1998, portant réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

VU la demande en date du 13 mai 2019 présentée par Madame Gabrielle CAUMER, Présidente de l'association APEL, Ecole Notre Dame – Boulevard Pierre PASQUINI - 20220 L'ÎLE-ROUSSE, qui sollicite l'autorisation d'ouvrir une buvette temporaire, le samedi 15 juin 2019 à l'occasion d'une kermesse de fin d'année,

CONSIDÉRANT l'engagement de Madame Gabrielle CAUMER, représentant l'association « APEL », à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics ;

Arrêté

Article 1 – L'Association « APPEL », est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire de 3^{ème} catégorie le 15 juin 2019 de 17h00 à 00h00, à l'occasion de la kermesse de fin d'année à l'école Notre Dame.

Article 2 – À cette occasion, il pourra être servi des boissons faisant parties du 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} groupe :

- **1^{er} groupe** : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1°, 2°, limonades, sirops, infusions, lait, chocolat, café, thé.

- **2^{ème} groupe** : Les boissons du 1^{er} groupe, vin, bière, poiré, hydromel, vins doux naturels, crème de cassis, jus de fruits ou de légumes fermentés comportant 1° et 3°.

- **3^{ème} groupe** : Vins naturels autres que ceux du 2^{ème} groupe, vin de liqueur, apéritif à base de vin, liqueur de fraise, de framboise, cassis ou cerise de moins de 18° d'alcool pur.

Article 3 – Toute la réglementation concernant les débits de boissons devra être respectée et en particulier l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs de moins de seize ans. À partir de 16 ans, les mineurs doivent être accompagnés d'une personne majeure.

Article 4 - En outre, l'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté municipal n°712011 en date du 11.08.2011 relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage.



N° 055/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Assurance : L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

Cette police, souscrite chez AXA, et porte le numéro 104 837 56004

Article 5 - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 - La Directrice Générale des Services, Monsieur le Sous-Préfet, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ÎLE-ROUSSE, La Police Municipale, l'organisateur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis et publié en forme habituelle.

Fait à l'Île-Rousse, le 13 mai 2019

Le Maire



SOUS PREFECTURE
DE CALVI

15 MAI 2019

COURRIER ARRIVEE

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 058/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal réglementant la circulation

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, et suivants ;
Vu le Code de la Voirie Routière;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la Signalisation Routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat;
Vu la demande de l'entreprise AXE CONSTRUCTION CORSE, en date du 14 mai 2019 ;
Vu la nécessité d'effectuer des travaux de démolition du bâtiment de la caserne des pompiers ;
Considérant qu'il est nécessaire pour la bonne réalisation des travaux, la sécurité et l'hygiène publiques, de réglementer la circulation;

Arrête:

Article 1 : En raison des motifs susvisés, **le mercredi 15 mai 2019, de 14h00 à 18h00**, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse, sur la voie ci-après :

- **Avenue Paul Biscambiglia, (à partir du local technique municipal jusqu'à l'entrée des HLM Pasquini)**

Article 2. Pendant cette période, la circulation sur cette voie sera interdite, une signalétique sera mise en place par l'entreprise.

Article 3. Pendant cette même période, le stationnement des véhicules sera interdit dans les voies ou les parties de voies citées dans l'article 1.

Article 4 : L'entreprise exécutant les travaux est autorisée à stationner les véhicules et les engins nécessaires à leur exécution.

Article 5 : Une pré-signalisation avec indication de distance sera impérativement installée à l'endroit des travaux. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 6 : La signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité seront mises en place par la société effectuant les travaux.

Article 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bastia pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 9 : Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à l'Île-Rousse, le 14 mai 2019
Le Maire,

Le Maire

LEGRINI-SIMONETTI
de la Légion d'Honneur



N° 059/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal autorisant l'ouverture d'un débit de boissons temporaire

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2 ;

Vu les articles L 3321-1 et L 3335-4 du Code de la Santé Publique ;
Vu l'arrêté préfectoral réglementant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons ;

Vu la demande présentée par Monsieur Rochette Joël, le Président de l'association Union Sportive (Ecole Albert Camus).

Arrêté

Article 1 - Monsieur Rochette Joël est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire du premier groupe à l'occasion de la fête de l'école Albert Camus

Article 2 - Le débit de boissons sera soumis aux horaires fixés par l'arrêté préfectoral.

Article 3 - Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans le groupe 1 tel que les définit l'article L 3321-1 du Code de la Santé Publique, soit :

1° Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat ;

Article 4 - En outre, l'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage.

Article 5 - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Article 6 - La Directrice Générale des Services et le commandant de gendarmerie sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Rochette.

Fait à L'Île-Rousse, le 15 mai 2019

Le Maire



J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur





N° 060/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal réglementant la circulation lors de travaux d'abattage d'arbres

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la Voirie Routière;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, L 2211-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-3, L 2213-5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la Signalisation Routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat,

Vu la nécessité d'effectuer l'abattage d'un arbre sur le parking de la Poste à l'angle de la caisse centrale en bordure de la route des voies avenue Paul Doumer et RD 63 situées en agglomération, et afin d'assurer la sécurité des usagers des voies susnommées ;

Considérant qu'il est nécessaire pour la bonne réalisation des travaux, la sécurité et l'hygiène publiques, de réglementer la circulation et le stationnement;

Arrête:

Article 1 : En raison des motifs susvisés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le parking de la poste (un périmètre de sécurité sera installé) et à l'angle de la RD 63 et de l'avenue Paul Doumer.

Article 2 : La circulation sera interrompue ou se fera sur une seule voie, en fonction des besoins de l'entreprise chargée des travaux.

Cette restriction à la circulation prendra effet le :

Mardi 28 mai 2019, de 08h00 à midi

Article 3 : L'entreprise exécutant les travaux est autorisée à stationner les véhicules nécessaires à leur exécution ainsi qu'une benne conteneur ou camion pour évacuer les déchets verts et troncs provenant des élagages et abattages. Aucun stockage ne sera toléré sur la chaussée.

Article 4 : Un périmètre de sécurité incluant une voie de circulation réservée aux piétons sur la chaussée, côté opposé aux travaux, et d'une largeur minimum d'un mètre sera matérialisé par l'entrepreneur préalablement à tous travaux. La matérialisation de la zone réservée sera à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 5 : L'entreprise effectuant les travaux devra impérativement mettre en place et à ses frais tous dispositifs de nature à éviter les projections ou chutes de matériaux hors de la benne conteneur ou du véhicule destiné à les recevoir.



N° 060/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Article 6 : Une pré-signalisation « travaux » et « rue barrée » avec indication de distance sera impérativement installée à l'endroit des travaux. Une signalisation « rue barrée » sera mise en place dans les deux sens de circulation en début de chantier. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 7 : La signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité seront mises en place par la société effectuant les travaux.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de son enregistrement en Sous-préfecture et de sa publication au recueil au des actes administratifs de la Commune.

Article 10 : La Directrice Générale des Services, la Directrice de la régie de des parcs de stationnement, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de L'Île-Rousse, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à l'Île-Rousse, le 21/05/2019

Le Maire

J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° 061/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre ancien de la ville pour la période du 27 mai au 30 septembre 2019
-Zone piétonne-

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles 2212-2 à L 2213-1 et L2213-2 ;
VU le Code de la Route ;
VU le Code Pénal notamment son article R610-5 ;
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à rendre piétonnes certaines artères de la ville à certaines heures de la journée durant la période du 27 mai au 30 septembre 2019,
CONSIDÉRANT que la réglementation de la circulation répond à une nécessité d'ordre public et d'intérêt général ;
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans la zone piétonne afin d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A partir du lundi 27 mai 2019, le stationnement et la circulation seront organisées, conformément aux prescriptions fixées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : Sont classées en zone piétonne de 12 h00 à minuit les artères et places suivantes :

- RUE NAPOLEON dans sa totalité
- RUE PAOLI dans sa totalité jusqu'à l'angle de la RUE VESPERINI (anciennement rue de l'Apparitore)
- RUE DE NUIT
- RUE D'AGILA
- RUE FIORAVANTI

Est classée en zone piétonne, de 10h00 à minuit, la rue suivante :

- Rue NOTRE DAME

ARTICLE 3 : La circulation et le stationnement de tous véhicules (voiture, moto, quad) sera interdit dans le périmètre de ces artères, à l'exception des véhicules d'intervention d'urgence et des services publics et les services de la municipalité.

ARTICLE 4 : Les artères de la ville précisées dans l'article 2 seront classées « zone piétonne » jusqu'au 29 septembre 2019 inclus.

ARTICLE 5 : Le Maire, La Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 21 mai 2019
Le Maire


J.J. ALLEGRIANI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° 063/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté portant permis de stationnement pour travaux sur le Boulevard Charles Marie Savelli (Réfection des trottoirs)

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la demande de l'entreprise CANAVA, en date du 23 mai 2019 ;

Considérant que la commune doit effectuer des travaux de réfection des trottoirs sur le Boulevard Charles Marie Savelli ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Du lundi 27 mai 2019 à partir de 08h00 au lundi 1^{er} juillet 2019 à 08h00, l'entreprise CANAVA est autorisée à effectuer des travaux de réfection des trottoirs sur le Boulevard Charles Marie Savelli, côté gauche, dans le sens Nord-Sud (de l'angle de l'hôtel l'Amiral jusqu'à l'intersection de l'Avenue Conte Valery) à L'Île-Rousse.
Le stationnement sera interdit pendant toute la durée des travaux.

Article 2 : Les travaux seront exécutés conformément à l'accord cadre, conclu avec l'entreprise.

Article 3 : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

Article 4 : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

Article 6 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté



N° 063/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Cet arrêté est valable jusqu'au 1^{er} juillet 2019. Il devra être affiché sur le chantier d'une façon lisible pour tous.

Article 9 : La Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, La Police Municipale, Le Commandant de la gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 23 mai 2019

Le Maire,

Le Maire



J.J ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 064/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal interdisant temporairement la circulation (installation toilettes publics)

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6,
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),
Considérant la sécurité à mettre en place relative à l'installation d'une cabine de toilette publique,

ARRETE :

Article 1er : Le mercredi 26 juin 2019, de 09h00 jusqu'à midi, la route sera barrée et la circulation interdite sur la portion de voie communale ci-dessous indiquée :

- **De « Sottu Mare » en passant par l'Avenue David DARY, jusqu'au rond-point de la Gare**

L'accès aux piétons sera maintenu.

Article 2 : Cette interdiction sera signalée aux usagers par des panneaux réglementaires, déposés par la municipalité et l'entreprise concernée.
L'accès des services de secours devra être possible pendant toute la durée du chantier. Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Les nouvelles mesures de circulation seront conformes aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de L'Île-Rousse.

Article 5 : Le Maire de la commune de L'Île-Rousse, le commandant de la brigade de gendarmerie de L'Île-Rousse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 28 mai 2019

Le Maire,
Le Maire


J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutif de cet acte étant précisé que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.



N° 065/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté prolongeant le stationnement pour des travaux (Allée Charles de Gaulle)

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L 2212-2, L2212-2-1 à L2212-2, L2213-1,
- Vu l'arrêté initial n°025/2019 en date du 14 mars 2019, sollicitant le stationnement pour travaux,
- VU la demande de Monsieur Jean-Paul MASSIANI - 7 Palais des Allées – 20220 L'Île-Rousse, en date du 28 mai 2019, nécessitant la prolongation d'une place de stationnement sur le domaine public afin d'effectuer des travaux de maçonnerie, au numéro 7 de l'immeuble du Palais des Allées à L'Île-Rousse.
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Paul MASSIANI est autorisé à faire stationner son camion, sur un emplacement de véhicule, devant le N°7 de l'immeuble du Palais des Allées, jusqu'au 22 juin 2019.

ARTICLE 2 : La Directrice Générale des Services, La Police Municipale, le Commandant de la Brigade de gendarmerie, le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 28 mai 2019

Le Maire *Le Maire*


J. ALLEGRI NI SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
Notifié le :

Signature:



N° 066/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal portant, à titre temporaire, déviation de la circulation

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L2213-6 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I - 8e partie - signalisation temporaire ;

Vu la demande formulée par écrit le 28 mai 2019 par le Chef d'escadron Paulo DE CARVALHO ;

Considérant qu'en raison du déroulement d'une reconstitution judiciaire, sur la voie RD 63, à l'intérieur de l'agglomération de L'Île-Rousse, effectués par la Gendarmerie Nationale, il y a lieu d'interdire momentanément la circulation sur cette voie ;

Considérant que les véhicules à qui s'applique cette interdiction peuvent emprunter les itinéraires de déviation définis au présent arrêté ;

ARRETE :

Article 1er : Le vendredi 07 juin 2019, de 09h00 à 15h00, sur la voie RD 63, sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse, la circulation sera interdite dans les deux sens sur cette voie.

Article 2 : En raison des restrictions qui précèdent, la circulation sera déviée localement, dans les deux sens, comme suit :

- Dans le sens Monticello vers L'Île-Rousse, au PK 900, la circulation s'effectuera par le lotissement Orabona (au niveau du restaurant La Bergerie) pour rejoindre le centre-ville, Bastia, ou Calvi

- Dans le sens L'Île-Rousse vers Monticello, la circulation s'effectuera par la Poste, Avenue Paul Doumer et à la sortie Est de L'Île-Rousse, prendre à droite direction Lotissement Orabona

Article 3 : La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.



N° 066/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de L'Île-Rousse.

Article 6 : Monsieur le maire de la commune de L'Île-Rousse, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de L'Île-Rousse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 28 mai 2019

Le Maire,


Le Maire

J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse



**Arrêté portant autorisation de voirie pour l'implantation de la Fibre Optique par la SAS
CORSICA RETE TECHNOLOGICHE sur la commune de L'Île-Rousse**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de la SAS CORSICA RETE TECHNOLOGICHE, représentée par M. Jean-Marc GIAMMARI, en date du 27 mai 2019, qui souhaite effectuer des travaux d'implantation de la Fibre Optique, en occupant temporairement le domaine public ;

Considérant les travaux d'implantation de la Fibre Optique sur la commune de L'Île-Rousse, réalisés par la SAS CORSICA RETE TECHNOLOGICHE, représentée par M. Jean-Marc GIAMMARI ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRETE :

Article 1. A compter du 27 mai 2019, et jusqu'au 1^{er} mai 2020, la SAS CORSICA RETE TECHNOLOGICHE est autorisée à effectuer divers ouvrages concernant l'implantation de la Fibre Optique sur la commune de L'Île-Rousse :

- ***Route de Calvi (RT 30), Avenue David DARY, Boulevard Pierre PASQUINI, croisement RT 30 et Rue Bisgambiglia, croisement de l'Avenue Paul DOUMER et l'Avenue Comte VALERY***

Article 2. Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 3. Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

Article 4. Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5. Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

Article 6. Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravais, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

SOUS PREFECTURE
DE CALVI

29 MAI 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 067/2019

dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

Article 7. La présente autorisation est valable jusqu'au 1^{er} mai 2020. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 8. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9. La Directrice Générale des Services, Le Directeur des Services Techniques, le commandant de gendarmerie, la Police Municipale, la SAS CORSICA RETE TECHNOLOGICHE chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à M. le Sous-Préfet

Fait à l'Île-Rousse, le 29 mai 2019

Le Maire,

Le Maire

J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

SOUS PREFECTURE
DE CALVI

- 6 JUIN 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 068/2019

Arrêté portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une soirée musicale

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L. 2212-2 et L 2542-4 ;

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L 3334-2, L 3335-1 et L 3352-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-600 en date du 26 mai 1998, portant réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

VU la demande en date du 04 juin 2019 présentée par l'association « U Sbirru » représentée par son Président M. Pierre CASANOVA, et la SAS Butchers représentée par son Président M. Romain CASANOVA, qui sollicitent l'autorisation d'ouvrir une buvette temporaire, le 13 juillet 2019 à l'occasion d'une soirée musicale.

CONSIDÉRANT l'engagement de l'association « U Sbirru » et de SAS Butchers, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics ;

Arrêté

Article 1 – L'association « U Sbirru » et la SAS Butchers sont autorisées à ouvrir un débit de boissons temporaire de 3^{ème} catégorie le 13 juillet 2019 de 23h00h00 à 02h00, à l'occasion d'une soirée musicale « Machja festival Off ».

Article 2 – À cette occasion, il pourra être servi des boissons faisant parties du 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} groupe :

- **1^{er} groupe** : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1°, 2°, limonades, sirops, infusions, lait, chocolat, café, thé.

- **2^{ème} groupe** : Les boissons du 1^{er} groupe, vin, bière, poiré, hydromel, vins doux naturels, crème de cassis, jus de fruits ou de légumes fermentés comportant 1° et 3°.

- **3^{ème} groupe** : Vins naturels autres que ceux du 2^{ème} groupe, vin de liqueur, apéritif à base de vin, liqueur de fraise, de framboise, cassis ou cerise de moins de 18° d'alcool pur.

Article 3 – Toute la réglementation concernant les débits de boissons devra être respectée et en particulier l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs de moins de seize ans. À partir de 16 ans, les mineurs doivent être accompagnés d'une personne majeure.

Article 4 - En outre, l'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté municipal n°712011 en date du 11.08.2011 relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage.

Assurance : L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.



N° 068/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

Cette police porte le numéro RCEXP-CA4893, elle a été souscrite chez SIACI SAINT HONORE SAS (DUFARD ASSURANCES)

Article 5 - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 - La Directrice Générale des Services, Monsieur le Sous-Préfet, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ÎLE-ROUSSE, La Police Municipale, l'organisateur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis et publié en forme habituelle.

Fait à l'Île-Rousse, le 06 juin 2019

Le Maire



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 069/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

**Arrêté autorisant l'utilisation temporaire du domaine public communal
afin d'y organiser une vente au déballage par l'Association « De la Cave au Grenier »
(3ème trimestre 2019)**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
Vu le Code du Commerce, notamment les articles L 310-2 et R 310-8,
Vu la délibération n° 109/2016 du 21.12.2016, du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,
Vu la demande en date du 10 juin 2019, par laquelle *L'association De la Cave au Grenier*, représentée par Madame Christiane DAMBRY, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser un vide-grenier Place Paoli.

ARRETE :

Article 1 : Madame Christiane DAMBRY représentant l'Association *DE LA CAVE AU GRENIER*, résidence *L'Oliveraie Bat.C Boulevard Pierre Pasquini* est autorisée à occuper au lieu habituel de la Place Paoli (Allée du Trianon), en vue d'y organiser un vide-grenier les dimanches 07 et 21 juillet 2019, 04 et 18 août 2019, 1^{er} et 29 septembre 2019.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour les journées des dimanches 07 et 21 juillet 2019, 04 et 18 août 2019, 1^{er} et 29 septembre 2019, de 07h00 à 17h00.

Article 3 : Le demandeur s'acquittera du tarif fixé par délibération n°109/2016 en date du 21.12.2016, à savoir 5€ par jour et par stand.
Le demandeur est tenu, en fin de trimestre, d'envoyer à la mairie le montant des sommes encaissées ainsi qu'une liste de noms des exposants.
Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article 4 : Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 5 : Les exposants s'engagent à une présentation soignée de leurs objets. Aucune marchandise ne doit être posée à terre.

Article 6 : En cas d'intempéries ou de manifestations importantes, la Présidente de l'association pourra, sur demande écrite et après accord de la commune, reporter une date d'exposition.



N° 069/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Article 7 : Le demandeur devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

Article 8 : Le demandeur devra se conformer à toutes les obligations légales applicables en la matière :

Il est rappelé que l'organisateur doit en outre tenir un registre des vendeurs permettant l'identification de tous ceux qui offrent des objets à la vente ou à l'échange. Ce registre doit comporter :

- lorsque celui qui offre à la vente ou à l'échange des objets mobiliers usagés ou acquis de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce est une personne physique : ses nom, prénoms, qualité, domicile, la nature, le numéro et la date de délivrance de la pièce d'identité avec indication de l'autorité qui l'a établie ;

- lorsqu'il s'agit d'une personne morale : les noms, raison sociale et siège de celle-ci, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile de son représentant à la manifestation, avec les références de la pièce d'identité produite.

De plus, le registre doit être coté et paraphé par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune du lieu de la manifestation.

Il doit être tenu pendant toute la durée de la manifestation à la disposition des services fiscaux, des douanes, et des services de la concurrence, consommation et répression des fraudes.

Article 9 : La Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ÎLE-ROUSSE, La Police Municipale, et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 11 juin 2019

Le Maire



J.J. ALLEGRI-SIMONETTI
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le : 19.06.2019

Signature :

196



N° 071/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal autorisant l'ouverture d'un débit de boissons temporaire

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2 ;

Vu les articles L 3321-1 et L 3335-4 du Code de la Santé Publique ;
Vu l'arrêté préfectoral réglementant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons ;

Vu la demande présentée par Mme DENIS-CASTA Marie-Line, Directrice du CCAS de L'Île-Rousse et représentant « La Fabrique Citoyenne » - Centre Jean SIMI - 20220 L'Île-Rousse.

Arrêté

Article 1 - Mme DENIS-CASTA Marie-Line est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire du premier groupe à l'occasion de la fête de de l'été, le vendredi 05 juillet 2019 à partir de 15h00.

Article 2 - Le débit de boissons sera soumis aux horaires fixés par l'arrêté préfectoral.

Article 3 - Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans le groupe 1 tel que les définit l'article L 3321-1 du Code de la Santé Publique, soit :

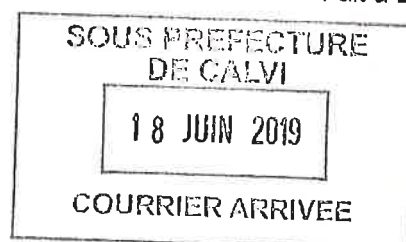
1° Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat ;

Article 4 - En outre, l'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage.

Article 5 - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Article 6 - La Directrice Générale des Services et le commandant de gendarmerie sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme DENIS-CASTA Marie-Line.

Fait à L'Île-Rousse, le 18 juin 2019
Le Maire





N° 072/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté municipal réglementant la circulation lors de travaux (ETP JOHNSTON CLARK)

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, et suivants ;
Vu le Code de la Voirie Routière;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la Signalisation Routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et l'Etat;
Vu la demande de l'entreprise ETP JOHNSTON CLARK, travaillant pour le compte de « ORANGE », en date du 13 juin 2019, et nécessitant d'effectuer des travaux de vidange de chambre télécom ;
Considérant qu'il est nécessaire pour la bonne réalisation des travaux, la sécurité et l'hygiène publiques, de réglementer la circulation;

Arrête:

Article 1 : Par nécessité et en raison des motifs susvisés, le 22 juin 2019, de 07h00 à 12h00, l'entreprise ETP JOHNSTON CLARK, est autorisée à empiéter sur la voie ci-après :

- **Avenue Fred SCAMARONI (Au carrefour, sens descendant de la Poste, direction Calvi, au regard du Tabac)**

Article 2. Pendant cette période, la circulation sera maintenue.

Article 3. Pendant cette même période, le stationnement des véhicules sera interdit dans les voies ou les parties de voies citées dans l'article 1.

Article 4 : L'entreprise exécutant les travaux est autorisée à stationner les véhicules nécessaires à leur exécution.

Article 5 : Une pré-signalisation avec indication de distance sera impérativement installée à l'endroit des travaux. Les pré-signalisations et signalisations devront être de type conforme à la réglementation en vigueur.

Article 6 : La signalisation et la matérialisation des périmètres de sécurité seront mises en place par la société effectuant les travaux.

Article 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bastia pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 9 : Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune.

Fait à l'Île-Rousse, le 18 juin 2019

Le Maire Le Maire,

le 18.06.2019

ETP JOHNSTON CLARK
Digue de Peri - Ld Falcone
20230 San Giuliano
Tel : 04.95.60.16.59
Siret:38235483500029 APE:4312A
N° de TVA intra.:FR38235483500011



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
Notifié le :

Signature :



N° 074/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE
République Française
Département de la Haute Corse

Arrêté portant permission de voirie

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;
Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de la SA ORANGE UI CORSE, CHE RANUCHIETTO – BP 584 – 20186 AJACCIO, en date du 25 juin 2019 qui souhaite effectuer des travaux de réalisation de conduites multiples, en occupant temporairement le domaine public Quartier Ginebara ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRETE :

Article 1. Le jeudi 25 juillet 2019, la SA ORANGE UI CORSE, est autorisée à procéder à des réalisations de conduites multiples dans le quartier Ginebara, en limite de la propriété de M. Acquaviva.

Article 2. Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 3. Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

Article 4. Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5. Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

Article 6. Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

Article 7. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8. M. le Commandant de Gendarmerie, M. le Directeur des Services Techniques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à M. le Sous-Préfet.

Fait à L'Île-Rousse, le 26 juin 2019

Le Maire **Le Maire**


J. ALLEGRI NI SIMONIOTTI
Chevalier de la Légion d'Honneur